



De lâ??usage du viol comme arme de gÃ©nocide par IsraÃ«l.

## Description

Des tÃ©moignages nouveaux, recueillis par le Centre palestinien pour les droits de lâ??homme, font Ã©tat de rÃ©cits bouleversants de Palestiniens et Palestiniennes affirmant avoir subi des violences sexuelles durant leur dÃ©tention par les autoritÃ©s israÃ©liennes. Des rÃ©cits effroyables dont la lecture est essentielle pour analyser le fonctionnement du sionisme et les mÃ©canismes de lâ??apartheid israÃ©lien.

Par Jonathan OFIR, le 17 novembre 2025



Des Israéliens applaudissent deux des cinq soldats israéliens accusés d'avoir violé un prisonnier palestinien au centre de détention de Sde Teiman, lors d'une audience au tribunal de Jérusalem le 10 novembre 2025 (Photo : capture d'écran de Middle East Eye via X/Twitter)

Le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR) a récemment publié un rapport rassemblant les témoignages de Palestiniens victimes de viol, libérés de centres de détention israéliens et renvoyés à Gaza. Les récits rapportés sont d'une extrême brutalité. Ils décrivent notamment des viols répétés de femmes et d'hommes, des pénétrations anales, vaginales et orales avec des organes sexuels, ainsi que l'introduction forcée d'objets tels que des bâtons ou des bouteilles. Certains témoignages évoquent également l'utilisation de chiens dressés pour pénétrer sexuellement des êtres humains.

Ces témoignages, d'une violence difficilement soutenable, sont néanmoins essentiels à comprendre. D'une part pour rendre hommage aux victimes de ces crimes commis par Israël, et d'autre part pour tenter d'analyser dans quel état d'esprit de tels actes sont perpétrés.

« Le PCHR affirme que les témoignages ne reflètent pas des incidents isolés, mais constituent une politique systématique mise en place dans le cadre du crime de génocide en cours visant plus de deux millions de Palestiniens dans la bande de Gaza, dont des milliers de détenus retenus dans des prisons et camps militaires fermés aux organismes internationaux de surveillance, y compris le Comité international de la Croix-Rouge », peut-on lire dans le rapport.

Les victimes citées dans le rapport du PCHR affirment avoir été photographiées et filmées pendant les viols, totalement nues, sous la menace que ces images soient diffusées sur les réseaux sociaux. Les récits sont d'une extrême brutalité. En voici quelques passages, résumés, afin d'en donner une idée.

**N.A.**, une Palestinienne de 42 ans, mère de famille, arrêtée en novembre 2024 alors qu'elle traversait un checkpoint israélien installé dans le nord de Gaza, raconte :

« Je ne peux pas décrire ce que j'ai ressenti ; j'ai voulu mourir à chaque instant. Après avoir violé, ils m'ont laissée seule dans la pièce, nue, les mains toujours menottées au lit, pendant de longues heures. J'entendais les soldats à l'extérieur parler haut et rire. Plus tard, j'ai de nouveau été violée par voie vaginale. J'ai crié, mais ils me frappaient chaque fois que j'essayais de résister. Après plus d'une heure je ne suis pas sûre du temps exact qu'un soldat masqué est entré, a retiré mon bandeau, a relevé son masque facial ; il avait la peau blanche et était grand. Il m'a demandé si je parlais anglais ; j'ai répondu que non. Il a dit qu'il était russe et m'a ordonné de le masturber. J'ai refusé, et il m'a frappée au visage après avoir violé.

Ce jour-là, j'ai été violée deux fois. Ils m'ont laissée nue toute la journée dans cette pièce où j'ai passé trois jours. Le premier jour, j'ai été violée deux fois ; le deuxième jour, j'ai été violée deux fois ; le troisième jour, je suis restée sans vêtements tandis qu'ils me regardaient à travers l'ouverture de la porte et me filmaient. Un soldat a dit qu'ils allaient publier mes photos sur les réseaux sociaux. Pendant que j'étais dans la pièce, mes règles ont commencé ; alors ils m'ont ordonné de m'habiller et m'ont transférée dans une autre salle. »

Dans un autre cas documenté par le PCHR, **A.A.**, un Palestinien de 35 ans, père de famille, arrêté alors qu'il se trouvait à l'hôpital Al-Shifa, à Gaza, en mars 2024, a témoigné du viol qu'il a subi par un chien dressé à l'intérieur du camp de Sde Teiman :

« J'ai été transférée dans une section que je ne connaissais pas, à l'intérieur de Sde Teiman. Au cours des premières semaines, entre deux opérations de compression, j'ai été emmenée avec un groupe de détenus, de façon humiliante, vers un endroit éloigné des caméras, un passage entre les sections. On nous a entièrement déshabillés. Les soldats ont amené des chiens qui ont grimpé sur nous et ont uriné sur moi. Puis l'un des chiens m'a violé ; le chien a fait librement, en sachant exactement ce qu'il faisait, et a inséré son pénis dans mon anus, tandis que les soldats continuaient de nous battre, de nous torturer et de nous pulvériser du gaz poivre sur le visage. L'agression du chien a duré environ trois minutes ; l'attaque en elle-même a duré environ trois heures. Les coups reçus étaient d'une telle violence que nous avons été blessés sur tout le corps. J'ai souffert d'un effondrement psychologique sévère et d'une humiliation profonde ; j'ai perdu tout contrôle, car je n'aurais jamais pu imaginer vivre une telle chose. »

Ces témoignages apportent davantage de détails le système de torture mis en place par Israël. On peut rappeler, par ailleurs, qu'une affaire distincte de viol collectif d'Israël stabilise actuellement Israël : la fuite, il y a plus d'un an, d'un enregistrement de caméra de surveillance montrant un groupe de soldats en train de violer un otage palestinien dans la prison de Sde Teiman. Cependant, si cette affaire est devenue un scandale en Israël, c'est uniquement parce que la vidéo a été rendue publique. Les violeurs eux-mêmes, selon plusieurs observateurs, sont considérés comme des « héros » dans la société, jusque dans les couloirs de la Cour suprême israélienne. Les viols décrits dans le rapport du PCHR, ainsi que ceux qui se sont produits à Sde Teiman, s'inscrivent dans un réseau de camps de torture révélés dans le rapport publié l'an dernier par B'Tselem, intitulé « Welcome to Hell ».\*

Ces témoignages indiquent que les victimes ont été arrachées en toute illégalité, au seul motif de leur résidence dans la bande de Gaza, dans le cadre d'une politique de punition collective visant à humilier les Palestiniens et à leur infliger un maximum de préjudices psychologiques et physiques. Ces pratiques font partie intégrante du crime de génocide en cours contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza », écrit le PCHR.

Dès lors, une question se pose : quelles pensées animent ces soldats lorsqu'ils commettent de tels actes ? Qu'est-ce qui les conduit, à un niveau plus systémique, à agir ainsi ?

La réponse tient à la volonté d'Israël de déshumaniser et de dominer les Palestiniens.

La déshumanisation des Palestiniens est constitutive du régime d'apartheid israélien et se manifeste chez ceux chargés de faire appliquer ce système. Celui-ci existe depuis la création de l'État d'Israël, mais s'est nettement intensifié après le 7 octobre 2023, lorsque les secteurs plus libéraux de la société des kibboutz ont pleinement et ouvertement accepté la pensée génocidaire du sionisme. Ce glissement a donné carte blanche à la droite israélienne pour déclencher un génocide sans limites à Gaza.

Lors d'une conférence récente à l'Université du Massachusetts à Amherst, le professeur Norman Finkelstein a présenté les trois objectifs principaux du génocide perpétré par Israël à Gaza : des objectifs qui permettent de comprendre comment le viol systématique de Palestiniens est utilisé comme outil de domination. Finkelstein identifie les trois objectifs qui sont la vengeance et la soif de sang après l'attaque du 7 octobre ; la restauration de la capacité de dissuasion, en entretenant « la peur d'Israël dans le monde arabe » ; et la résolution définitive du problème de Gaza, probablement par un nettoyage ethnique éventuel rendu possible en rendant Gaza inhabitable.

Il apparaît clairement que l'usage systématique du viol fait partie d'une stratégie visant à atteindre ces objectifs.

Il est également utile de rappeler, dans ce contexte, la manière dont Israël a diffusé des récits infondés affirmant que le Hamas aurait commis des viols systématiques, alimentant ainsi sa propagande pour justifier l'offensive à Gaza. De même, les déclarations de responsables israéliens ayant rapidement diabolisé les Palestiniens après le 7 octobre, en les qualifiant notamment « d'animaux humains », sont les vectrices de cette dynamique. Aucune preuve n'a été apportée à l'appui de ces allégations, mais comme le dit l'adage, « toute accusation est une confession ».

La conviction largement répandue, en Israël, que les Gazaouis seraient des violeurs a joué un rôle dans les viols commis contre des détenus palestiniens. Lorsqu'on a amené des civils israéliens pour assister à la torture de Palestiniens nus, dans ce qui a été décrit comme une scène «digne d'un zoo», les soldats leur ont dit : «Ce sont des terroristes du Hamas qui vous ont tués et ont violé vos femmes le 7 octobre», témoigne Omar Abu Mudallah à l'Euro-Med Human Rights Monitor. Il a lui-même subi cinq fois cette preuve.

Mosab Abu Toha a expliqué à Ryan Grim, de *Drop Site News*, que lors de son enlèvement, il avait été forcé de se déshabiller entièrement, tandis qu'un soldat israélien «parlant très bien arabe» lui disait : «Vous avez violé nos femmes? On va te montrer.» Pour ces soldats, le viol de Palestiniens, hommes comme femmes, est clairement un moyen de se venger.

Par ailleurs, l'expression «animaux humains» a d'abord été utilisée par l'ancien ministre israélien de la Défense Yoav Gallant, le 9 octobre 2023, puis répétée ce jour-là et ultérieurement par d'autres responsables israéliens. L'usage d'animaux des chiens pour violer des détenus palestiniens est sous-tendu par cette vision.

Il est toutefois important de rappeler que, selon de nombreuses organisations de défense des droits humains, l'usage du viol et de traitements dégradants par Israël contre des Palestiniens n'est pas nouveau à Gaza, y compris à l'encontre d'enfants.

Le rapport de la mission d'enquête de l'ONU en 2009, menée après l'offensive israélienne de 2008-2009 (*Opération Plomb Durci*, également connue sous le nom de *rapport Goldstone*), notait que «les soldats ont délibérément soumis des civils, y compris des femmes et des enfants, à des traitements cruels, inhumains et dégradants tout au long de leur preuve, afin de les terroriser, intimider et humilier» (p. 243). Le rapport soulignait également que «ce qui s'est produit en un peu plus de trois semaines, à la fin de 2008 et au début de 2009, était une attaque délibérément disproportionnée conçue pour punir, humilier et terroriser une population civile» (p. 408).

L'histoire des viols commis contre des détenus palestiniens, documentée par les ONG commence bien avant octobre 2023. Lorsque Defense for Children International à Palestine (DCIP) a rapporté en 2021 le viol d'un adolescent palestinien détenu, Israël a réagi en qualifiant l'organisation de «groupe terroriste» et a tenté d'étouffer l'affaire. Depuis que la guerre a déclenché ce déferlement de violence, incluant des violences sexuelles, il agit toutefois d'un sujet devenu impossible à réduire au silence. Le seul élément nouveau dans cette terrible histoire serait la projection israélienne de violences sexuelles sur les Palestiniens.

Au bout du compte, l'analyse de la mentalité des auteurs de viols génocidaires peut se révéler utile, mais risque néanmoins de détourner l'attention de la nécessité absolue de mettre fin à ces actes. Or, il n'existe actuellement aucune force véritable capable de le faire, puisqu'il est peu probable que même dans l'affaire du viol collectif à Sde Teiman, les auteurs ne soient tenus pour responsables par le système judiciaire israélien. Un tel niveau de violence et d'impunité nécessite une intervention internationale massive. Un simple cessez-le-feu n'y suffira pas.

Traduction : CB pour l'Agence Média Palestine

Source : [MONDOWEISS](#)

**date crĂ©e**  
2025/11/24